

INTERVIEW

Jacques Attali

« Les pays de l'Est auront à supporter les conséquences de l'insuffisance d'épargne mondiale »

Propos recueillis par Erik Izraelewicz,

Chef du service économique du Monde

Le 31 mars 1991, Jacques Attali sera président en exercice de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Pendant dix ans, il a été conseiller spécial auprès du président de la République et, à ce titre, a préparé les réunions des sommets de chefs d'Etat.

REF : Comment évaluez-vous les besoins de financement pour la reconstruction des économies d'Europe de l'Est ? Quelle est leur ampleur ?

75

Jacques Attali : La seule étude importante que je connaisse a été faite par l'OFCE. Elle conduit à une évaluation qui, par son ampleur, montre que les calculs n'ont guère de sens. Pour mettre toutes les économies de l'Est, y compris celle de l'Union soviétique, au niveau de productivité du capital de l'économie française ou allemande, il faudrait 2 000 milliards d'Ecus. A l'autre extrême, une étude de la Banque mondiale montre que les besoins en financement pour la balance des paiements pour les trois prochaines années seraient d'environ 25 milliards de dollars. Vous le voyez, la marge est très grande.

En fait, parmi les facteurs qui détermineront leurs besoins de financement, deux me semblent devoir jouer un rôle central : l'évolution de leur balance des paiements d'une part, celle de leurs réseaux d'épargne intérieure d'autre part. Il y a naturellement d'autres éléments comme la convertibilité de leurs monnaies...

L'évolution de la balance des paiements dépend évidemment de la capacité à dégager des recettes d'exportation et de limiter leurs importations. Cela indique toute une série de priorités : aux économies d'énergie, aux PME exportatrices et au tourisme par exemple. Je crois beaucoup au tourisme comme facteur essentiel de stabilité. Si l'Espagne et l'Italie connaissent un réel développement, c'est aussi parce qu'ils ont 50 millions de touristes par an.

Le second facteur, c'est la création d'une épargne nationale importante. Il n'y aura création d'épargne longue que si sont rapidement mis en place une fiscalité incitative et un système bancaire efficace. Il faut penser en particulier à

l'instauration rapide d'un mécanisme de financement du logement privé. Si ces deux perspectives sont réglées, les besoins d'argent extérieur peuvent être beaucoup moins importants. C'est parce que ces deux séries de problèmes n'ont jamais été véritablement résolues que l'Afrique et l'Amérique latine continuent de connaître de graves difficultés.

Les réformes que vous évoquez nécessitent beaucoup de temps.

J.A. : Il n'y a pas de précédent pour des transitions du type de celles qui sont engagées aujourd'hui à l'Est. Les seuls précédents auxquels on peut éventuellement se référer ont fait l'objet de travaux d'une équipe d'universitaires d'Oxford. Ceux-ci se sont intéressés à l'ère Meiji au Japon, à la naissance de l'Allemagne en 1871, à la reconstruction de l'Allemagne encore en 1948. On peut ajouter la sortie du franquisme en Espagne. Ce sont chaque fois des expériences très différentes. Mais, dans tous les cas, il s'est avéré que la transition a nécessité 15 ans au moins.

Les pays de l'Est ont des atouts qui leur permettront d'aller plus vite. Le principal d'entre eux, c'est qu'ils sont accessibles par la route à partir des grands marchés européens. Mais ils ont aussi des handicaps qui freinent leur avancée. L'inconvénient majeur qu'ils supportent, c'est qu'ils manquent en général d'une classe d'entrepreneurs.

76

Ne s'engagent-ils pas dans une transition avec un environnement international extrêmement défavorable ?

J.A. : Il est vrai que les conditions internationales rendent plus difficile leur situation. Ils vont souffrir de la crise du pétrole, de la récession et des turbulences qui vont arriver sur les marchés financiers internationaux. Ils auront surtout à supporter les conséquences de l'insuffisance d'épargne mondiale.

La récession et le vieillissement de la population aux Etats-Unis ne vont-ils pas favoriser un regain d'épargne et une réduction des investissements, et donc des besoins d'épargne ?

J.A. : Je ne crois pas à la thèse selon laquelle ce sera plus facile à cause de la récession aux Etats-Unis. Il n'y a pas une « épargne joker » qui se déplacerait en fonction des besoins. La récession va entraîner une aggravation du déficit budgétaire, à la fois mécanique et politique. Personne ne voudra réduire le déficit budgétaire. Les besoins d'épargne vont être plus importants. J'espère qu'ils seront plus que compensés par l'augmentation naturelle de l'épargne et le vieillissement de la population. Ce n'est pas sûr. La grande tâche culturelle des dix prochaines années dans nos pays, c'est de faire remonter le taux d'épargne. L'économie mondiale ne s'en sortira que par un regain d'épargne et une stabilisation des systèmes financiers américains et japonais. A un moment, il faut mettre les compteurs à zéro.

INTERVIEW

Comment favoriser le regain d'épargne longue que vous souhaitez ?

Dans nos sociétés, nous avons tous vécu sur l'idée que l'économie de marché, c'était la consommation. Il y a des capitaux, ils doivent tourner très vite. La publicité fait en permanence l'apologie du court terme. Il faut comprendre que l'économie de marché exige une apologie du long terme pour être durable, sinon elle est suicidaire.

Les pays de l'Est qui rentrent dans l'économie de marché doivent tenir compte non seulement des erreurs du socialisme mais aussi de celles de l'économie de marché. Par exemple, nos économies n'ont pas suffisamment pris en compte la protection de l'environnement qui est un des éléments du long terme. Il ne faut pas qu'ils refassent les mêmes erreurs, par exemple, dans leur système financier. La France montre en ce moment que l'on peut créer des programmes d'épargne à long terme qui sont de formidables succès.

Cette question de l'épargne longue amène à des remarques qui dépassent notre discussion sur l'Est. S'il y a une apologie du court terme, c'est parce qu'il y a aussi disparition de la famille et développement d'un marché anarchique. Vous ne souscrivez à des contrats d'assurance-vie que si vous avez des enfants, que si vous avez une réelle inquiétude sur le long terme.

L'Europe de l'Est ne risque-t-elle pas d'être victime du crédit crunch ?

J.A. : A court terme, oui. C'est pourquoi il faut que chacun de ces pays s'organise pour se créer une propre épargne intérieure. Comme à l'échelle planétaire, il faut comprendre que dans chaque pays, la recherche d'épargne longue est quelque chose de vital. Je crois que les pays d'Europe centrale et orientale ont des ressorts intérieurs énormes, qu'ils ont des réserves de productivité gigantesques. Ce qui est arrivé à l'Italie ou à l'Espagne peut leur arriver, c'est-à-dire une intégration rapide à l'Europe.

Il faut ensuite que l'on organise des systèmes de financement adaptés. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons créé la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, la BERD. Cette banque doit être un facteur de mobilisation. Avant toute augmentation de capital, elle va pouvoir investir et engager, sous forme de prêts ou de prises de participations, plus de 10 milliards d'Ecus. Par son rôle de catalyseur et d'effet multiplicateur, elle devrait permettre un apport compris entre 80 et 100 milliards d'Ecus sur cinq ans.

Comment vont s'organiser les flux financiers vers l'Est ?

J.A. : Il y aura d'abord les financements amenés par les organismes publics internationaux, comme la BEI (la Banque européenne d'investissements), la SFI (la Société financière internationale) et la Banque Mondiale. Au total, ceux-ci n'apporteront pas plus de deux milliards de dollars par an. La BERD pourra engager deux milliards, autant que toutes les autres institutions internationales.

Il faut distinguer les dons et les financements. Les dons doivent être une priorité pour ce qui concerne l'assistance technique pour la formation et la

création d'institutions par exemple, et l'aide d'urgence. Les autres opérations doivent être financées de façon économiquement rentable parce que ce serait scandaleux d'instaurer le marché dans d'autres conditions.

Jusqu'à présent, et malgré des déclarations d'intention nombreuses, les capitaux privés sont encore restés très timides vis-à-vis de l'Est.

J.A. : Les investisseurs privés viendront s'ils ont le sentiment d'une stabilité assurée. La Banque Européenne doit y contribuer. Un certain nombre de réformes doivent être menées à bien. Il faut que soit engagée une politique économique cohérente avec une fiscalité moderne et une monnaie convertible. Il faut ensuite que soient créées des institutions bancaires et financières. Il faut enfin des lois d'abord sur la propriété et y compris celle des idées. Les pays d'Europe de l'Est sont en train de faire ces réformes.

Certains, notamment dans les grandes institutions financières internationales, estiment qu'ils ne vont pas assez vite.

J.A. : On ne peut pas aller plus vite, il ne faudrait pas aller plus vite. Certains évoquent la théorie des dominos inversés. Vous savez que, dans ce que l'on a appelé la théorie des dominos, on voyait chaque pays européen tomber, l'un après l'autre, dans le communisme. Selon la théorie des dominos inversés, chaque pays va tomber dans l'économie de marché par le jeu de la proximité d'abord géographique. Ce sont ceux les plus proches géographiquement de l'Ouest qui accéderont le plus vite à l'économie de marché. La géographie apparaît comme un élément déterminant, avant même l'histoire et la politique.

Il y aura un premier cercle (la RDA, la Tchécoslovaquie et la Hongrie) qui effectuera plus rapidement et plus facilement sa transition ?

J.A. : Ce n'est pas ce que je souhaite, mais il est vraisemblable que les capitaux privés vont d'abord s'orienter vers ce que vous appelez ce premier cercle. Le rôle de la Banque Européenne sera notamment d'éviter ces rythmes différenciés.

Un continent, 70 ans de communisme : l'Union soviétique ne constitue-t-elle pas un cas à part, nécessitant de la part des Institutions financières internationales un traitement différent ?

J.A. : Le problème est naturellement plus vaste. Mais l'URSS fait partie de l'Europe. Elle doit être traitée comme une partie de l'Europe. La solution des problèmes de l'Europe centrale et orientale passe par celle de l'URSS. C'est un cas identique mais vingt fois plus important et que nous ne devons pas considérer différemment.

INTERVIEW

Un exemple : l'esprit d'entreprise. N'a-t-il pas complètement disparu en URSS, alors qu'il n'a jamais été réellement étouffé en Hongrie ou en Pologne ?

J.A. : Non. De ce point de vue non plus, je ne crois pas qu'il y ait de différence. L'esprit d'entreprise est dans la nature des hommes. A la Banque, nous avons déjà beaucoup de projets qui viennent d'URSS, des gens qui se proposent de quitter les laboratoires publics où ils travaillent pour former leur propre entreprise, dans l'agro-alimentaire, dans les industries de consommation, dans la banque aussi.

Par rapport aux autres institutions financières internationales, comment distingueriez-vous la Banque Européenne ?

J.A. : D'abord, elle a une caractéristique unique : elle est la première institution de la nouvelle Europe, tous les pays européens en sont membres, l'Union soviétique comprise. Par rapport aux autres institutions, la Banque Européenne peut faire des choses que d'autres ne peuvent pas : elle est, par exemple, habilitée à réaliser des investissements dans le secteur privé. Elle peut investir 3 milliards d'Ecus en prises de participation. Elle peut donner des conseils techniques dans les réformes institutionnelles, en matière de privatisations... Mais elle a aussi des obligations que n'ont pas d'autres institutions. Elle doit, par exemple, faire respecter les exigences du long terme, comme l'environnement et la démocratie. Elle va en fait se spécialiser dans la transition à l'économie de marché. Elle sera la seule institution au monde de ce type.

79

Une fois la transition réalisée, la Banque va disparaître ?

J.A. : Disparaître ou se transformer. La transition nécessitera bien au moins une vingtaine d'années. Je vois son destin comme celui de la CECA. Une fois son œuvre accomplie, cette dernière est devenue l'un des éléments du marché commun. La Banque verra alors, elle aussi, ses statuts évoluer.